

**Convention collective nationale**

IDCC : 11. – **PORTS AUTONOMES MARITIMES  
ET CHAMBRES DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE CONCESSIONNAIRES  
DANS LES PORTS MARITIMES DE COMMERCE ET DE PÊCHE**  
**(17 juillet 1947)**

**PROTOCOLE D'ACCORD DU 31 MAI 2006**  
**RELATIF À LA CAISSE DE RETRAITE DES PERSONNELS DES CHAMBRES  
DE COMMERCE MARITIMES ET DES PORTS AUTONOMES**

NOR : *ASET0651194M*

IDCC : 11

Entre :

L'union des ports autonomes et des chambres de commerce et d'industrie maritimes

D'une part, et

La fédération nationale des ports et docks CGT ;

La fédération générale des transports et de l'équipement CFDT,

D'autre part,

il est mutuellement convenu ce qui suit :

**PRÉAMBULE**

La commission paritaire a entendu le rapport du conseil spécialisé missionné par la CRP, soulignant notamment la situation financière très préoccupante de la caisse, analyse conforme aux projections de l'actuaire assistant le conseil d'administration.

Cette situation se caractérise par un sous-provisionnement chronique des engagements de la caisse du régime dit « complémentaire ».

Il a été rappelé que :

- la loi du 21 août 2003 (dite loi Fillon) impose la transformation institutionnelle de la CRPCCMPA. Cette transformation doit intervenir impérativement avant le 30 juin 2008, pour que les cotisations puissent continuer à bénéficier d'un statut favorable en termes de charges sociales et de fiscalité ;

- la réglementation fait obligation, de longue date, de séparer la gestion d'un régime de retraite, d'une part, et les garanties de prévoyance, d'autre part.

Le présent accord complète les décisions et orientations prises notamment par les accords des 17 avril 2001, 8 janvier et 3 décembre 2003.

### **Article 1<sup>er</sup>**

La commission paritaire prend acte de l'obligation de réformer le régime de retraite dit « complémentaire ».

Elle considère que la demande d'agrément pour la constitution d'une institution de prévoyance n'est pas une hypothèse réaliste compte tenu de la situation tant démographique que financière du régime. Elle privilégie l'évolution vers une institution de gestion de retraite supplémentaire (IGRS), sans exclure d'autres voies d'évolution institutionnelle.

### **Article 2**

En conséquence, elle mandate le conseil d'administration de la CRPCCMPA afin qu'il constitue un groupe de travail en son sein, assisté éventuellement d'experts qu'il agréera.

Ce groupe de travail proposera avant la fin de l'année 2006 une ou plusieurs conventions de partenariat avec une institution de prévoyance ou un organisme d'assurance auxquels les partenaires sociaux devront confier la couverture des risques invalidité, incapacité temporaire et retraite, actuellement assumée par la CRP.

Les propositions soumises à la commission paritaire devront faire état :

- des conséquences financières des propositions des futurs partenaires ;
- des évolutions qualitatives des prestations de retraite requises pour assurer la conclusion d'un partenariat ;
- de la gouvernance de la structure paritaire qui se substituera à l'actuelle CRP et de l'étendue de ses prérogatives pour s'assurer de l'évolution des prestations, des besoins de financement et, le cas échéant, du suivi de la gestion des actifs constitutifs de la garantie des engagements à l'égard des salariés et pensionnés des établissements concernés ;
- des conséquences possibles pour les salariés de la CRP.

Fait à Paris, le 31 mai 2006.

(Suivent les signatures.)